

BUDGET DEFENSE  
Mercredi 6 Novembre 1996

Intervention de

**MONSIEUR JEAN-MICHEL BOUCHERON**  
**Député d'Ille et Vilaine**  
**Responsable Défense du Groupe Socialiste**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Ministre,  
Mes Chers Collègues,

Le budget que nous discutons aujourd'hui n'a évidemment rien de commun avec les précédents. Ce n'est pas un budget de transition.

Monsieur le Ministre, à l'impossible, personne n'est tenu. On vous demande de baisser les dépenses de 20% et de professionnaliser les armées. Ces deux objectifs ne peuvent pas être atteints simultanément. Vous ne pourrez pas y parvenir sans un désordre budgétaire général, une crise sociale brutale, des dérives conceptuelles permanentes.

Ce budget est le budget de tous les dangers : à la fois

- budget de la professionnalisation
- budget de la réduction des crédits
- budget du rendez-vous citoyen
- budget de la restructuration des industries de défense.

Ces différents paris ne peuvent être tenus simultanément au risque d'affaiblir de façon durable le positionnement de notre pays.

A partir d'aujourd'hui nous entrons dans l'application concrète des décisions du gouvernement. La défense française entre dans une crise profonde, durable, existentielle. Elle n'en ressortira que bien après l'an 2000 : dans quel état ?

Le désordre budgétaire est total. Tout le monde sait que ce budget ne peut pas être exécuté tel qu'il nous est présenté. La Cour des Comptes elle-même le confirme.

Vous nous demandez de voter un budget mais de quel budget s'agit-il ? Devons-nous nous contenter de la présentation comptable que nous avons sous les yeux ou parlons-nous du véritable budget de la défense ?

Déjà en 1996, pour des crédits de loi de finances initiale de 94,9 milliards de francs, les crédits réellement consommés ont été de 76,5 milliards, soit 25% de moins que la loi de programmation militaire votée en 1994 :

- 6 milliards de reports de crédits et fonds de concours non consommés

- 3,7 milliards de recapitalisation du GIAT

- 4 milliards de paiements de reports de charges 1995

- 2,7 milliards pour les opérations extérieures

- 2 milliards de financement de la recherche civile.

Le budget qui a été voté par le Parlement il y a un an n'a strictement rien à voir avec les dépenses engagées dans l'année correspondante.

La question du respect du vote du Parlement ne peut être posée de façon plus crue.

1997 se présente très exactement de la même façon :

- les opérations extérieures, comme à l'accoutumée, n'ont pas été prises totalement en compte

- la recapitalisation de Thomson de 11 milliards de francs, n'est couverte qu'aux deux-tiers

- 1 milliard de crédits d'entretien programmé des matériels passe du titre III au titre V

- les fonds d'adaptation industrielle se voient sous-estimés pour la première annuité de 25%

- seulement un demi-milliard a été budgété pour le financement des OPEX

- 1,9 milliard de francs devra être affecté au coût de la professionnalisation et 0,6 milliard de francs par an au surcoût de la revalorisation des soldes

- les dépenses de carburant pour l'entraînement des forces sous-estimées d'au moins 20%.

Tout cela représente des crédits qui tôt ou tard viendront en diminution du titre V.

On peut toujours répondre que par définition les OPEX ne sont pas prévisibles, mais on ne peut pas non plus découpler l'étude du budget de l'appréciation de la situation internationale comme si notre maintien en Bosnie et la nécessité d'intervention en Afrique n'étaient pas très hautement prévisibles.

Nous discutons aujourd'hui de ce budget sans savoir ce que l'Assemblée décidera en matière de professionnalisation des armées.

L'armée comprendra-t-elle en 1997 des volontaires ? Si oui, quelle sera leur rémunération ?

Le rendez-vous citoyen sera-t-il décidé ? Si oui, le milliard de francs qui est affecté ne permettra que le maintien des personnels de la DCSN et la mise en place des trois premiers sites. Comment seront payés les surcoûts ?

Au total, c'est donc au mieux de 75 milliards de francs dont bénéficieront nos armées pour s'équiper en 1997. Le chiffre de 70 milliards est beaucoup plus probable. Nous sommes en réduction d'un tiers de l'annuité de la loi de programmation militaire de 1994.

Les Chefs d'Etat-major malgré leur devoir de réserve ne cachent pas leur inquiétude.

Le Chef d'Etat-major des Armées : *"réduire le titre V par le biais de contraintes financières cumulatives annuelles conduirait sans ambiguïté à un autre modèle d'armée incompatible avec les responsabilités de la France"*

Le Chef d'Etat-major de la Marine implore que le programme du porte-avions Charles de Gaulle ne souffre plus d'interruptions.

Le Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre affirme que l'absence de création de postes ne permettra pas de réaliser l'adéquation des besoins en encadrement de contact, ni de contribuer à la revalorisation de la condition militaire.

Le Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air, quant à lui, n'ose à peine avouer que les heures d'entraînement de ses pilotes seront de 20% inférieures aux normes minimales imposées par l'OTAN.

Nous sommes donc en présence d'un budget inconnu, furtif, invisible et à la question de savoir quel sera le nombre des matériels commandés et livrés, la seule réponse qui vaille est "*moins que prévu*".

Quel sera le vrai budget de la défense pour 1997, personne ici ne le sait.

L'ascension vertigineuse des intérêts moratoires payés par votre ministère ne fait que commencer et permet de chiffrer les retards et annulations diverses.

Monsieur le Ministre, il ne faut plus présenter des budgets dont on sait parfaitement dès l'origine qu'ils ne seront pas exécutés.

Cette dérive structurelle du titre V dont on vient ici de lever le camouflage ne fait que rejoindre les prévisions qui étaient les nôtres : la logique de professionnalisation des armées entraîne un écroulement des volumes d'équipements de nos forces.

Je ne peux manquer ici de noter au passage le caractère désagréable du jeu des finances qui propose au Parlement des budgets virtuels.

Il n'est pas du travail des parlementaires de débusquer dans les lignes budgétaires les fausses inscriptions introduites par les comptables. Quel que soit le contenu du budget, le Parlement a droit à des budgets de vérité.

Il y a dans l'émergence de certains pouvoirs illégitimes une atteinte à la démocratie.

Il est peut être facile de présenter un budget virtuel, mais les dizaines de milliers de chômeurs eux ne seront pas virtuels et leur colère ne sera pas feinte.

Vouloir simultanément baisser les crédits de défense et réaliser la professionnalisation est impossible. Le gouvernement n'a pas les moyens d'entreprendre les deux réformes à la fois. Il va semer le désordre dans les unités et conduire notre industrie d'armement à la faillite.

C'est donc sur un titre V déjà bien affaibli que viendront porter les nouvelles coupes budgétaires. Nous connaissons la maxime du gouvernement : ça passe ou ça casse ! Monsieur le Ministre, ça ne passera pas, ça va casser.

L'écroulement de plus de 30% de nos dépenses d'équipement va entraîner des tensions sociales et des dérives stratégiques.

Les tensions sociales sont bien connues des parlementaires qui pourtant s'apprêtent à voter ce budget. Je me rappelle du tollé qui avait accueilli notre décision de passer de 32 commandes d'avions par an à 28. Cette année: 0. J'ai visité ces grands halls d'usines où les ouvriers entretiennent des machines immobiles.

Il y a urgence, Monsieur le Ministre, à trouver des contrats d'exportation pour la DCN, des commandes nouvelles doivent parvenir dans les semaines qui viennent.

Les crédits de reconversion pour GIAT doivent également être abondés.

Les accords franco-allemands sur l'espace doivent d'urgence être confirmés.

Pourquoi vendre Thomson alors que cette puissante entreprise aurait pu être le pôle d'un important regroupement industriel ? Si le mariage de CSF avec Matra répond à une véritable logique, pourquoi vendre Thomson Multimédia à un groupe pour qui la recherche et l'innovation sont des charges inutiles ?

A côté de ces grands groupes en difficulté on ignore souvent la cohorte anonyme des sous-traitants qui eux connaissent les licenciements secs et qui n'ont pas toujours les moyens de se faire entendre.

Aux pertes de repères dans les unités, aux angoisses dans nos industries, s'ajoute un affaiblissement stratégique. Cette crise majeure et existentielle que va traverser notre système de défense intervient au pire moment. Nous assistons en effet à la plus vaste redistribution des cartes stratégiques depuis la seconde guerre mondiale.

A l'heure où nous entamons des discussions capitales pour la sécurité européenne, pour la position de la France dans le système de sécurité de l'Europe, notre pays est affaibli par cette politique.

Une stratégie est fondée sur une force et des alliances. La force c'est l'équipement : elle diminue. Quant aux alliances, les priorités n'apparaissent plus clairement.

Quelle peut-être la force de notre discours sur la défense européenne si nous affaiblissons notre présence dans le corps européen ?

Quelle est la crédibilité d'un commandement français dans la zone sud de l'OTAN avec une marine réduite et un groupe aéronaval qui ne sera pas opérationnel en permanence ?

Quel est l'avenir du projet d'indépendance spatiale européenne si la cohérence et l'entente franco-allemande est mise à mal par des initiatives unilatérales et intempestives ?

L'affaiblissement de notre titre V nous affaiblit stratégiquement.

L'Angleterre reste toujours fortement atlantiste. L'Allemagne forte de son mark et de sa position centrale en Europe veut en assurer le leadership. La France hésite, tarit ses propres forces et affaiblit son discours fédérateur.

S'il est vrai qu'une défense européenne véritable peut émerger à l'intérieur de l'OTAN, encore faut-il s'y positionner en force.

Avez-vous aujourd'hui, Monsieur le Ministre, les moyens de votre stratégie ? Il est probable que non, il faut donc changer soit la stratégie, soit les moyens.

L'Europe ne peut se contenter de gérer les conséquences de ce que certains appellent "l'exit stratégie américaine" où les Etats-Unis décideraient d'une intervention pour des raisons de nécessité intérieure et de médiatisation de la situation et où l'Europe aurait à prendre en charge les conséquences sur le terrain d'un retrait prématuré de moyens surdimensionnés et inadaptés.

Craignons que l'Amérique ne traite la Bosnie comme elle a traité jadis la Somalie lors de ses précédentes élections présidentielles.

Monsieur le Ministre,

Nous voulons un budget vérité.

Nous voulons un budget qui préserve l'emploi et nos capacités industrielles.

Nous voulons un budget aux objectifs compréhensibles pour nos armées.

Nous voulons un budget qui renforce la place de la France en Europe.

Nous ne pouvons donc pas voter celui-ci.